Document généré le 2 juin 2025 16:36

Recherches sociographiques

L'histoire des femmes au Québec (1900-1950)

Yolande Cohen

Volume 21, numéro 3, 1980

URI : https://id.erudit.org/iderudit/055896ar
DOI : https://doi.org/10.7202/055896ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Cohen, Y. (1980). L'histoire des femmes au Québec (1900-1950). *Recherches sociographiques*, *21*(3), 339–345. https://doi.org/10.7202/055896ar

Résumé de l'article

L'histoire des femmes au Québec (1900-1950)

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'HISTOIRE DES FEMMES AU QUÉBEC (1900–1950) *

L'explosion d'un mouvement de femmes dans les années soixante-dix, un peu partout dans le monde occidental, appelle un certain nombre de réajustements de l'historiographie contemporaine. Le processus paisible de l'histoire a subi un choc: l'intégration silencieuse des femmes dans les modèles et les rôles traditionnellement reconnus a éclaté en mille petits morceaux durant la dernière décennie.

Le temps est alors venu d'analyser aussi bien les causes que les effets de ce phénomène, de reposer la question très fondamentale de la reproduction sociale, d'identifier les raisons de la permanence des modèles dominants de femme. L'universalité de l'oppression des femmes, par exemple, a été largement commentée mais on n'en a pas encore cerné les causes profondes. Il y a certes les grands textes, désormais classiques, qui expliquent, du point de vue marxiste ou existentialiste — pour ne citer que les plus controversés — l'origine de l'inégalité de certaines couches sociales à certains moments donnés.[1] Ces deux points de vue semblent résumer désormais les options prises par le mouvement de libération des femmes. Le droit à l'égalité et le droit à la différence en sont

* Lors du Congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, tenu à Ottawa en octobre 1979, l'auteur a réuni autour du thème « l'histoire des femmes : récits de vie et pratiques de l'Histoire » un groupe pluridisciplinaire: Mélissa Clark, sociologue à Concordia; Denise Helly, anthropologue à Ottawa; France Talbot et Marie Grenon, étudiantes en sciences politiques, et Alyne Lebel, étudiante en histoire, toutes trois de Laval. Ce texte est une version modifiée de la communication qu'elle y a présentée.

1. Pour la tendance des anthropologues, défendant une version actualisée des thèses marxistes, signalons: Claude MEILLASSOUX, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Seuil, 1975. (Critique par ALDER dans: *L'Homme*, XVI, 4, 1976: 117–136, et par S. AMIN dans: *L'homme et la société*, janvier–juin 1976.) Chantal KIRCH, « Aux origines de l'inégalité entre les sexes », *Anthropologie et sociétés*, 1978. Michelle ZIMBALIST-ROSALDO, « A theoretical overview », dans: M.Z. ROSALDO, et L. LAMPHERE, *Women, Culture and Society*, Stanford University Press, 1974, pp. 17–42. Du côté des existentialistes, Simone DE BEAUVOIR, *Le deuxième sexe*, reste l'ouvrage de base. À sa suite, des tendances féministes dites radicales (K. Millet, Firestone) développent un point de vue différencié mais qui se réfère souvent à ce texte. Voir également: Berenice A. CAROLL, « Mary Beard's women as force in history: a critique », dans: Berenice A. CAROLL, *Liberating Women's History*, Chicago, University of Illinois Press, 1976, pp. 26–41.

respectivement les mots d'ordre. Pourtant, ces « réponses » restent insuffisantes pour expliquer comment nos mères et nos grands-mères, dans un temps pas si reculé, ont « accepté » d'être opprimées. Question qui renvoie à une autre formulation du problème : comment une société démocratique s'auto-engendre dans l'inégalité ? Quels sont les mécanismes de pouvoir mis en œuvre pour diviser une société qui se pense et se projette comme un tout unique, global ? Peut-être faut-il inverser les hypothèses traditionnellement admises comme évidentes ?

L'éclatement progressif du cadre familial, la socialisation toujours accélérée des modes d'éducation des enfants et, plus généralement, des rapports humains rendent les rôles traditionnels des femmes complètement caducs. C'est ainsi que la « reine du foyer » perd sa raison d'être ; cette femme complète, capable de tout organiser, de la famille de quinze enfants à l'économie domestique et artisanale, a disparu. L'assistante sociale, l'infirmière, la puéricultrice rémunérées socialement, la remplacent progressivement. Désormais les femmes s'organisent pour obtenir l'égalité dans le travail et revendiquent une égalité sociale complète.

Or, ces transformations engendrent une impression de vide — dont la perte d'identité n'est pas le moindre aspect — que la revendication de l'égalité viendrait combler. « Puisqu'il nous faut travailler, faisons-le à égalité de salaire et d'embauche. » Cette vision du mouvement féministe des années soixante-dix nous permet d'interpréter la libération des femmes comme essentiellement contingente. Surtout, elle nous invite à appréhender l'histoire des deux générations de femmes qui nous précèdent autrement que sous le mode misérabiliste ; ce ne sera pas une histoire justifiant notre libération par leur oppression, mais une histoire de femmes fortes.

Ce qui importe, c'est de déplacer un certain nombre de préjugés, entre autres celui qui attribue à l'égalité politique un impact déterminant dans les transformations du rôle des femmes. L'obtention du droit de vote par les femmes n'a pas changé grand-chose à leur condition morale, sociale, humaine, ce qui montre combien il serait illusoire de fonder l'histoire des femmes sur des changements institutionnels. Il nous faut aborder d'autres sphères de pouvoirs pour rendre compte des comportements envisagés, pour déceler, chez ces deux générations de femmes qui nous ont faits, les signes avant-coureurs de l'explosion féministe contemporaine. L'essentiel est que nous ne bâtirons pas une histoire de victimes ou d'éternelles opprimées ; nous chercherons des acteurs, des sujets sociaux.

La presse féminine

Un premier survol des périodiques féminins publiés à Montréal et à Québec entre 1900 et 1950 permet de distinguer trois types de revues. Six revues d'intérêt général se partagent le public des femmes francophones : *La bonne parole, Le coin du feu, Le journal de Françoise, Le foyer, La Canadienne* et *La bonne fermière.* Huit autres périodiques ont des femmes dans leur comité de rédaction et intéressent particulièrement les Québécoises, mais pas exclusi-

vement: *La revue moderne, La tempérance, La famille, Le foyer canadien, La nouvelle revue, La petite revue, Mon magazine, La revue de Manon.* Enfin, il faut ajouter les périodiques des diverses associations professionnelles à majorité féminine, et ceux qui traitent de santé, d'hygiène et de mode. En tout, peut-être une quarantaine de titres à parution irrégulière et à diffusion inégale.

L'analyse de ces journaux de femmes, écrits pour elles et par elles, permet de découvrir les langages et les modèles valorisés. Micheline D. Johnson a consacré un texte synthèse à la presse féminine pour la période allant de 1938 à 1969.[2] Un des points qu'elle souligne c'est cette unanimité, à peine entamée par les militantes suffragistes, à réclamer la reconnaissance de ce féminisme naturel si controversé. Bien qu'elle signale également une ouverture vers les années 1965-1968, on ne peut s'empêcher de se demander sur quels arguments repose ce consensus.

De notre côté, nous avons procédé au dépouillement de trois revues féminines dont le seul point commun est qu'elles s'adressaient à des auditoires féminins diversifiés et nombreux.[3] *La revue moderne*, ancêtre de *Châtelaine*, à gros tirage et d'intérêt général, nous permet de comprendre une certaine vision des femmes qu'un clergé éclairé, des professionnels libéraux et quelques femmes membres de cette élite canadienne-française partagent. Revue d'élite pour une élite, à tirage limité pendant la décennie 1919 à 1928, elle devient une revue de tous et pour tous, à tirage massif, dans les deux décennies suivantes: 50 000 exemplaires en 1935; 100 000 en 1948. *La revue moderne* permet donc de mesurer les changements globaux survenus dans les conceptions qu'on a eues sur les femmes pendant trois décennies. En contrepoint de cette revue, qui reflète, dans ses pages féminines comme dans certains de ses éditoriaux, la mesure du temps pour les femmes canadiennes-françaises des villes, nous étudions le mensuel d'une profession bien féminine, *La garde-malade canadienne-française*, et celui d'une catégorie rurale, *La bonne fermière*. Ces deux périodiques refléteront non seulement la vie de ces femmes mais celle de leurs organisations respectives.

Quelques résultats

Dans les trois revues, la femme est au centre de la famille et de la nation. Elle est le pilier de la famille, cadre principal où s'exercent son action et son influence et biais par lequel elle agit sur la vie nationale. Ce qui fonde ce postulat c'est la fonction reproductrice des femmes. Les trois revues seront

---

2. À paraître dans le tome IV de: F. DUMONT *et al., Idéologies au Canada français.* Communication de Micheline Dumont-Johnson à Yolande Cohen. Qu'elle en soit ici remerciée. Je ne reprendrai donc pas les pistes qu'elle explore dans cet article.

3. *La revue moderne*, mensuel fondé à Montréal en 1919, qui devient *Châtelaine* en 1960. Directrice: Madeleine Huguenin.

La garde-malade canadienne-française, fondée à Montréal en 1928. Remplacée en décembre 1956 par les *Cahiers du nursing canadien.* Directrice: Charlotte Tassé.

La bonne fermière, fondée à Québec en 1920, organe des Cercles des fermières de la province de Québec. Le comité de rédaction est constitué uniquement de femmes.

unanimes à encourager les femmes à procréer: « le sort de la race canadienne-française est entre vos mains; plus encore, de vous dépend l'influence que les Canadiens français auront sur les destinées canadiennes ». La loi du nombre est largement présente dans ces exhortations. Ce qui est frappant surtout, c'est l'évidente utilisation de ce qui traditionnellement relève du domaine privé pour une stratégie politique nationale. Le privé était-il déjà politique?

C'est donc à partir de leur place dans la reproduction que les femmes interviennent dans le processus social. De là découle tout un ensemble de tâches. L'éducation et l'« élevage » des enfants leur reviennent, ainsi que la transmission des valeurs nécessaires à la survie de la nation. Hygiène, travail ménager, économie, douceur, don de soi, esprit de sacrifice... autant de qualités que les revues multiplient à l'envi comme essentielles au fait d'être femme. De ce rôle bien compris découle le pouvoir des femmes sur la société. Cette force est d'ailleurs clairement reconnue aux femmes quand on fait dépendre entièrement d'elles la survie de la nation. En procréant et en éduquant leurs enfants dans les sages principes de l'Église et de la Patrie, les Canadiennes françaises jouent un rôle fondamental dans les destinées politiques du pays. Telle sera la base opérationnelle sur laquelle ces revues s'affirmeront féministes. Le féminisme réel est celui qui valorise les rôles traditionnels des femmes.

Ce féminisme de masse, qui s'appuie largement sur le vécu des femmes, est persistant dans les trois revues et pour toute la période étudiée. Ni le travail rémunéré dans lequel un plus grand nombre de femmes s'engagent, ni même l'obtention du droit de vote n'ébranleront cette conviction profonde. En fait, des batailles ardues seront menées contre cette minorité de féministes qui croient que le vrai pouvoir gît dans le bulletin de vote. Les arguments les plus divers seront avancés pour démontrer l'illusion de l'égalité politique. Ainsi, *La revue moderne* soulignera la futilité d'un avis qu'on est appelé à donner par le vote tous les quatre ans alors que, dans son foyer, l'influence des femmes est permanente, donc « indispensable à la vie morale et économique d'une nation ».[4] La contestation de la démocratie bourgeoise formelle est ici radicale.

Il est étonnant de constater combien le discours de ces revues insiste sur le pouvoir global des femmes sur la société. Mais, à la différence des partis politiques structurés, qui établissent des théories articulées du refus et de la non-participation parlementaire, les femmes se doivent de refuser ce pouvoir en silence, et de privilégier dans les faits d'autres formes d'action sociale. La dévalorisation de ces autres formes d'action par les tenants du pouvoir politique établi a entraîné leur oubli, voire leur suppression de l'histoire.

C'est pourquoi l'analyse de cette notion de pouvoir est centrale. Les trois revues le situent au moins à deux niveaux. La femme est au centre du réseau familial; c'est à partir de la famille qu'elle exerce son action et son influence sur l'ensemble du corps social. Ses moyens d'action s'agencent autour de ces deux axes: la reproduction est l'élément premier de l'action des femmes; d'elle dépend la constitution d'une famille nombreuse, le levier d'influence fondamental que les femmes possèdent sur l'existence même d'une nation canadienne-

4. *La revue moderne*, I, 2, 1920: 56; XIV, 6, avril 1933: 41; XVI, 6, avril 1935: 49.

française. Ce discours tellement connu est pourtant très intéressant. Il s'appuie sur la conscience nette qu'il faut valoriser cette condition essentielle de la femme qu'est l'enfantement. Le mode sur lequel les revues en parlent est positif et louangeur.

Notons cependant la disparité des discours: les revues, s'adressant et émanant de couches sociales différentes, ne développent pas le même modèle de femme. Pour les unes, rester à la maison relève d'un luxe qu'on peut se payer; pour les autres, la vie professionnelle se confond avec la vie tout court. Être femme n'est donc pas une condition également partagée. Même ce qui est commun, c'est-à-dire ce sentiment d'appartenance à une même condition, est appréhendé de façon fort différente. Ainsi, on ne peut pas dire qu'il y a un seul et même consensus à défendre la patrie par la procréation. Pour les unes, la procréation est un moyen d'obtenir plus de pouvoir; pour les autres, c'est le but qui justifie le maintien des femmes sous la domination des institutions existantes.

Entre les deux stratégies se dessinent des comportements différents: les uns annoncent le refus de continuer à procréer pour une société à laquelle on ne s'identifie plus. Les autres définissent déjà les contours de la soumission et de l'obéissance aux intérêts supérieurs de la nation. Concentrant les tendances de cette « polyphonie » — selon le mot de Micheline Johnson — on retrouve les vieux antagonismes de « naturel/social », « droite/gauche », « différence/égalité ».

Les récits de vie

Si on cherche maintenant l'équivalent dans les récits de vie, que trouve-t-on?[5] Aux chapitres famille, couple, sexualité, qui constituent bien l'essentiel du discours de nos trois générations de femmes, le ton est à la dénégation. Il est rarement question de l'effet positif possible de l'action sociale que les femmes peuvent avoir. Si la maternité, et le silence qui l'entoure, résume la sexualité des femmes âgées de plus de trente-cinq ans, c'est la contraception, et surtout l'avortement, qui caractérise la génération des vingt-trente ans. Bien que, pour cette classe d'âges, on parle abondamment de son corps et de ses menstruations, il reste que tout cela est encore vécu sur un mode négatif. Mais un élément d'importance demeure: *les femmes, surtout dans les classes d'âges plus jeunes, médiatisent leur rapport au monde par le biais de leur sexualité.* Évidemment, la socialisation du corps par la médecine rend cette médiatisation pénible et incontrôlable pour elles. Néanmoins, c'est par le biais de leur corps et des transformations qu'il subit qu'elles font l'apprentissage du corps social.

Ainsi, conséquence de sa fonction de mère, la femme sera confinée à l'intérieur, dans une sphère dite domestique, en opposition au public masculin. Et de fait, nos informatrices, de catégories sociales, de conditions et d'âges différents, assument cette dichotomie. La vie « publique » n'occupe qu'une

5. Nous avons procédé à l'interview de trente femmes de catégories socioprofessionnelles et d'âges différents dans la région de Montréal. Premier test « aveugle », mais qui constitue un échantillon indicatif.

place infime dans leurs vies. Nous retenons pour les plus âgées quelques références à la grippe espagnole, aux deux guerres et, quand elles obtinrent le droit de vote, un vote comme le mari « pour ne pas annuler son vote ». Pour la génération suivante, qui a connu d'emblée le droit de vote, on note peu de changements radicaux. Plutôt que la possibilité de voter, c'est l'influence de la radio et de la presse écrite qui est mentionnée. Derrière Duplessis se profile la médiation du pouvoir politique, qui se fait plus accessible, quasi quotidien. Mais, là encore, nos informatrices ne ressentent guère le besoin d'aborder des problèmes qui leur sont, somme toute, étrangers. Quant à la troisième génération, celle du grand remue-ménage, elle ne s'intéresse guère à la politique et le dit explicitement : pour [X], vingt-quatre ans, le cégep facilite la politisation, mais elle n'y voit rien de bon.

Ainsi, au delà des distinctions individuelles, apparaît une communauté de vues frappante chez les trois générations de femmes interrogées : il ne leur reste presque aucun souvenir d'une politique qui évolue. Les constatations qu'elles nous ont confiées sont des états de fait, apparemment statiques ; en tout cas, sur lesquels elles n'ont pas conscience qu'elles peuvent influer. Les « événements » se déroulent dans une temporalité qui leur est pratiquement étrangère. On se demande alors quelles sont les incidences des options politiques nationales sur la vie de ces femmes ? Il faut dire d'abord que la différence de niveau explique en partie ce silence : quiconque raconte sa vie ne l'inscrit pas nécessairement dans le déroulement de ce qui fera l'histoire ; une vie d'individu ne peut recouvrir le champ de cette histoire. Le personnel et l'historique coïncident rarement. De plus, il faut tenir compte du décalage entre les instances décisionnelles qui actionnent les leviers de commande et celles qui transmettent et reçoivent ces décisions. Malgré ces restrictions, on peut dégager un certain nombre de voies de recherche.

Voies de recherche

La compréhension de l'univers social vécu par les femmes permettra sans doute d'éclaircir un certain nombre de stratégies individuelles et communautaires jusque-là négligées. Parmi celles-ci, mentionnons l'importance du réseau relationnel qui, surtout dans la société rurale québécoise, a fonctionné à plein. Les coalitions publiques se faisaient et se dénouaient à la faveur des ragots et commérages, d'un bavardage pas toujours innocent.[6] La réputation des individus, c'est-à-dire leur valorisation sociale, dépendait largement de ces cercles informels dans lesquels les femmes sont loin d'être absentes. De plus, les associations volontaires et bénévoles constituent des groupes de pression importants ; ils ne doivent pas être vus seulement comme des courroies de transmission des institutions existantes, mais aussi comme des lieux de regroupement et d'élaboration d'une conscience collective.

Le « réveil » rural du Québec doit certainement beaucoup aux cercles des fermières.[7] On apprend dans *La bonne fermière* à considérer le travail agricole et

6. Richard A. CLOWARD et Frances FOX PIVEN, « Hidden protest. The channeling of female innovation and resistance », *SIGNS*, IV, 4, été 1979 : 651-660.

7. Ghislaine Desjardins (UQAM, Histoire) entreprend une thèse sur ce mouvement.

domestique des femmes comme une fonction économique essentielle. C'est pourquoi la revue sera amenée à revendiquer une place entière à la femme, non pas comme aide du mari, mais comme « professionnelle agricole ». De même qu'on a désormais saisi l'importance fondamentale des communautés religieuses comme lieux de socialisation coopératif et communautaire,[8] il nous appartient de valoriser plus encore les formes substitutives ou parallèles de pouvoir que les femmes ont développées pour vivre.

Dans la réalité, les antagonismes sous-jacents à la presse féminine sont plutôt vécus comme des dualités complémentaires. Le fait qu'il n'y ait pas de discours supérieur qui théorise de façon explicite ces orientations, dans le cadre d'un programme politique par exemple, laisse croire à une passivité des femmes dans ce domaine. Pourtant, je crois au contraire qu'il y a prise de position, même si ce n'est pas toujours de façon militante — mais pourquoi devrait-il en être ainsi? Le choix n'étant pas toujours très clair et les options possibles étant peu débattues, le comportement des femmes a souvent oscillé entre les deux pôles repérés. C'est dans les latitudes du non-dit que les femmes ont tissé des pratiques qui valent plus que ce qu'on a bien voulu en dire. À l'heure où les espaces interstitiels du pouvoir sont valorisés, on découvre enfin ces pratiques.

C'est donc dans ces pratiques qu'il nous faut chercher les origines de la résistance de la troisième génération de femmes. La procréation n'a-t-elle pas été une arme entre les mains de ces femmes? La chute de la fécondité à laquelle on assiste dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle n'est pas un simple hasard. Elle est peut-être plus ou moins directement liée à un phénomène de rejet. En rejetant le foyer comme base essentielle du pouvoir féminin, les femmes remettaient du même coup en question la fécondité. En ce sens, la polarisation du pouvoir des femmes autour de la procréation aurait joué à plein.

*
* *

L'explication qui attribuerait aux femmes d'avoir été tellement opprimées qu'elles auraient intériorisé les valeurs qui desservent leurs intérêts me semble limitative. Indépendamment du fait que le domaine extérieur leur apparaît comme sale, plein de compromissions et autres laideurs, qu'il est largement accaparé par les hommes, il y a une autre consistance à ce discours féministe naturel. L'interprétation des discours que nos informatrices ont tenus est, bien sûr, largement dépendante des perspectives initiales du chercheur. Comme il s'agissait dans notre cas de valoriser les formes substitutives de pouvoir que les femmes ont pratiquées dans leurs vies, nous nous sommes davantage inspirées de ce qui fonde notre différence. Et ce, non pas seulement par goût personnel, mais bien parce que cela s'avère être la démarche la plus fructueuse, surtout en ce qui concerne la compréhension de ces comportements dits naturels.

Yolande COHEN

Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.

8. Voir M. D.-JOHNSON, « Les communautés religieuses et la condition féminine », *Recherches sociographiques*, XIX, 1, 1978 : 79-102.